



Lucerne, le 27 août 2009

Seul le texte prononcé fait foi!

Conférence de presse annuelle de l'Union des villes suisses

27 août 2009, 9h20, Musée suisse des transports

Sur la voie d'un «mainstreaming» urbain

Marcel Guignard, président de l'Union des villes suisses

Mesdames, Messieurs,

Je vous souhaite une cordiale bienvenue à cette conférence de presse et vous remercie pour l'intérêt que vous portez à l'Union des villes suisses et à la défense de la Suisse urbaine.

Depuis à peu près deux ans, la Terre est majoritairement urbaine. En effet, selon des estimations, la planète compte davantage d'êtres humains vivant dans les villes que dans les campagnes depuis fin mai 2007. En Suisse comme dans d'autres pays européens, c'est le cas depuis de nombreuses années. Aujourd'hui, près de trois quarts de la population suisse vit dans des zones urbaines et ces dernières sont responsables de 84% de la production économique du pays. La Suisse est un pays de «ville-campagne», un état de fait qui n'est pas encore une évidence dans l'opinion générale. Cela explique que les villes ont souvent de la peine à se faire entendre dans la politique fédérale. A tort, selon nous. Car les villes sont les moteurs du développement économique, social et culturel du pays. Renforcer les villes, c'est renforcer la Suisse.

J'y reviendrai. Mais j'aimerais d'abord présenter mes voisins, qui s'exprimeront également lors de cette conférence de presse, ainsi que le déroulement des exposés. Je salue à ma gauche l'hôte de notre Journée des villes 2009, le maire de Lucerne Monsieur Urs W. Studer. Il nous présentera le thème de nos assises, «A qui appartient l'espace public? Ses utilisations, entre revendications et responsabilité.» Il le fera en se basant sur les exemples qu'il connaît bien, ceux de sa ville. A ma droite, je vous présente Madame Renate Amstutz, directrice de l'Union des villes suisses. Elle éclairera pour nous l'importance du principe tripartite en politique. Permettez-moi encore quelques remarques de base à propos de l'Union des villes suisses en cet été 2009.

L'importance des villes est de plus en plus reconnue. L'année dernière, des succès importants ont pu être engrangés, à commencer par le fonds d'infrastructure. Mais nous nous trouvons devant une échéance importante, et potentiellement inquiétante, à savoir le réexamen des tâches de la Confédération, précisément dans le domaine des transports dans les agglomérations. Celles-ci sont actuellement confrontées à d'énormes problèmes dans les transports. Le réexamen des tâches pourrait avoir des effets gravissimes. La Confédération part de l'idée que la croissance nominale n'atteindra que 2%. Cela ne suffirait même pas à assurer le maintien de la substance existante!



La politique d'agglomération a aussi été marquée par quelques avancées réjouissantes. Grâce aux programmes d'agglomération et aux projets-modèles de la Confédération, un développement dynamique s'est mis en marche. La décision du Parlement d'ancrer la politique d'agglomération dans la loi est aussi une grande victoire et un premier pas, important, vers une politique d'agglomération active. La nouvelle Loi sur le développement territorial aurait dû réaliser les étapes suivantes. Nous avons de la compréhension pour le fait qu'après une procédure de consultation controversée, une révision partielle soit en premier lieu une réponse à l'Initiative sur le paysage. Mais les villes ont dû protester lourdement pour être impliquées dans ce nouveau processus législatif, ce qui montre que le chemin vers une reconnaissance systématique et complète des intérêts urbains est encore long.

L'Union des villes suisses veut toutefois poursuivre sur cette voie. Pour pouvoir continuer à assumer leur rôle de moteur du développement social et économique, les villes ont besoin d'être représentées de façon plus efficace et plus large dans la politique, les médias et l'opinion publique. Pensez seulement au fait qu'autant de personnes vivent dans les 13 plus grandes villes de Suisse que dans les 14 cantons les plus petits, soit 1,39 million d'habitants! Mais ces cantons détiennent la moitié des mandats au Conseil des Etats!

Notre association veut lier les intérêts de la Suisse urbaine et être en position de les représenter de manière efficace dans tous les champs politiques qui concernent les villes, ce qui est le cas de presque chacun d'entre eux...

Les télécommunications sont l'un de domaines, comme le montre la dynamique en cours pour le raccordement des ménages et des PME avec la fibre optique. De nombreuses villes membres de l'UVS étant confrontées à des questions sur cette technologie, l'Union des villes suisses a mis en place, au printemps dernier, un groupe de travail planchant actuellement intensément sur ce thème. Il en ressort d'ores et déjà que les villes condamnent la construction d'infrastructures parallèles, car c'est un non-sens économique. Elles demandent que les tracés des réseaux à fibres optiques ne soient pas construits de façon incontrôlée et sans coordination! Or c'est ce que permet le droit en l'état actuel! L'Union des villes suisses examine donc la manière la plus judicieuse de représenter les intérêts des villes en matière de fibres optiques.

Ce n'est qu'un exemple, mais il montre bien combien il importe que les villes puissent apporter leurs connaissances, leurs expériences et leurs craintes directes, et cela dans l'intérêt du public, des citoyennes et des citoyens. La politique fédérale doit se faire AVEC les villes.

L'article 50 de la Constitution fédérale prévoit que la Confédération prenne «en considération la situation particulière des villes et des agglomérations» – ce qui ne suffit de loin pas, même si l'existence même de cet article est déjà un succès. Au sein des instances cantonales et fédérales, nous devons susciter une conscience bien plus grande des effets qu'ont tous les règlements, toutes les ordonnances et toutes les lois de ce pays sur les villes et sur les communes urbaines et faire en sorte que ces effets soient systématiquement examinés. C'est pourquoi nous exigeons un véritable «mainstreaming urbain». Ce qui signifie aussi que la politique d'agglomération doit être, encore davantage qu'aujourd'hui, une politique transversale influençant les autres domaines politiques. C'est le sens de notre engagement, c'est le chemin à suivre.